



KONINKRIJK BELGIË
Federale Overheidsdienst
Buitenlandse Zaken,
Buitenlandse Handel en
Ontwikkelingssamenwerking

Dienst Zuidelijk en Oost Afrika
Directie Bilaterale Samenwerking
Directie Generaal Internationale Samenwerking

Uw contactpersoon:
Tania Braems
Tel: 02 501 4412- Fax: 02 501 4552
E-mail: tania.braems@diplobel.fed.be

De Heer Carl MICHIELS
Voorzitter van het directiecomité van
BTC n.v.
Hoogstraat 147
1000 BRUSSEL

DIRGEN :	
000408	21.11.2011
org. :	OPS A. Louvain
cc :	CM, KGC, CSS (PIS)
	RC, JPS, KDC

uw bericht van

uw kenmerk

ons kenmerk

datum

D1.4/ 2011/29768/1

17-11-2011

te vermelden in elke briefwisseling

Onderwerp: Oeganda: Gezondheid: sectoriële budgethulp" Health Sector Support Plan II – HSSP II" en "Health Sector Support Investment Plan – HSSIP" – expertise – NN3011961 Notificatie CMO

Geachte heer Voorzitter,

Hierbij stuur ik u, als bijlage, de notificatie aan de uitvoeringsovereenkomst (expertise) van 10 november 2011 (origineel exemplaar) in het kader van bovenvermelde begrotingshulp.

Gelieve er voor te zorgen dat de expert zo snel mogelijk ter plaatse is en dat de rapportering op regelmatige basis wordt doorgestuurd.

Hoogachtend,
Voor de Minister

Marc DENYS
Directeur Bilaterale samenwerking

Bijlage: 1 (getekende uitvoeringsovereenkomst)

UGANDA

**CONVENTION DE MISE EN OEUVRE
relative au suivi et à la mise en œuvre financière de**

**« Sector Budget Support for the implementation of the Health Sector Strategic and
Investment Plan (HSSIP) »**

NN : 30 11 961

N° CTB : UGA0902211

Allocation de base: 54 145 445

Entre :

L'Etat belge, représenté par le Ministre de la Coopération au Développement ou son délégué;

D'une part,

Et :

La Coopération Technique Belge, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social rue Haute 147, 1000 Bruxelles, représentée par le Président de son Comité de Direction ;

Ci-après dénommée « la CTB »,

D'autre part,

Vu la loi du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération Technique Belge » sous la forme d'une société anonyme de droit public à finalité sociale, ci-après dénommée « la Loi portant création de la CTB »;

Vu l'arrêté royal du 5 août 2006 portant assentiment au troisième contrat de gestion entre l'Etat belge et la société anonyme de droit public à finalité sociale « Coopération technique belge », ci-après dénommé « le Contrat de gestion »;

Vu le « Vade-mecum pour l'aide budgétaire belge » approuvé par le Ministre de la Coopération au Développement et le Ministre du Budget par échange de lettres datées du 10/04/2008, ci-après dénommé « Vade-mecum »;

Vu la convention spécifique dénommée « Sectoral Budget Support via the Poverty Action Fund (PAF) to the Health Sector Strategic Plan II 2005/06-2009/2010 – Phase 2 » conclue entre le Royaume de Belgique et la République d'Ouganda en date du 2 décembre 2008 ci-après dénommée « la Convention Spécifique »;

Vu le Memorandum of Understanding (MoU) entre « Le Gouvernement d'Ouganda » et « Les partenaires au développement » relatif à l'appui budgétaire sectoriel en faveur du «Implementation of the Health Sector Strategic Plan II (HSSP II) » signé le 21 novembre 2005 à Kampala;

Vu le Memorandum of Understanding (« Country Compact ») entre « Le Gouvernement de l'Ouganda » et « les partenaires au développement en santé » relatif à « Health Sector Strategic and Investment Plan (HSSIP) » signé le 22 novembre 2010 à Kampala;

Vu le « Dossier de Base » approuvé le 18 novembre 2005 par le Ministre de la Coopération au Développement;

Vu la Note Technique « Budget Support Uganda Health Sector » de février 2011 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} Objet de la Convention

L'Etat charge la CTB du suivi relatif au « HSSP II et HSSIP », selon les dispositions reprises dans la présente convention, ci-après dénommée « la Convention de mise en œuvre ».

Ladite Convention de mise en oeuvre concerne:

1. L'expertise fournie par la CTB pour le suivi financier et technique des «HSSP II et HSSIP» selon les dispositions de l'annexe 1. Pour assurer cette expertise, la CTB:

- recrutera un(e) conseiller(ère) technique pour une période de maximum 14 hommes / mois. Si cet(te) expert(e) n'a pas été recruté(e) dans les 6 mois après la signature de cette convention, la CTB assurera le suivi temporaire du dossier sur base d'expertise de courte durée. Le/la conseiller(ère) technique sera engagé(e) au plus tard six mois après la signature de ladite convention de mise en œuvre et pour la durée de la Convention de Mise en oeuvre;
- participera aux Missions de Revue Conjointes si l'organisation de ces missions le permet par l'intermédiaire des experts de la CTB. En cas de nécessité, une mission de suivi sera réalisée annuellement.
- Participera avec d'autres partenaires de développement à des études techniques et si nécessaires des audits externes.

2. la contribution financière de l'Etat belge au « HSSP II » a eu lieu selon les modalités de versement décrites à l'article 3 de la Convention spécifique et les dispositions de l'article 2 de la Convention de mise en œuvre.

3. la contribution financière de l'Etat belge au « HSSIP » sera décidée ultérieurement sur base notamment des analyses qui seront produites par l'expert recruté dans le cadre la présente convention de mise en œuvre.

Article 2 Prix, don et financement

2.1. Prix de l'expertise

Le prix pour l'exécution du suivi des « HSSP II et HSSIP » est de 224.220 € (deux cent vingt quatre mille deux cent vingt euros).

Composition du prix:

- coût de l'expertise (222.000 d'euros);
- bénéfice autorisé de 1 % du coût de l'expertise (2.220 d'euros);

La composition de ce prix figure dans le plan financier de synthèse qui se trouve en annexe 2, laquelle fait partie intégrante de la présente Convention de mise en œuvre.

2.2. Don de la Belgique

Le don de la Belgique pour le « HSSP II » est de 10.000.000 € (dix millions d'euros) conformément à l'art. 3 de la Convention spécifique.

Conformément à la convention spécifique, ce don a été versé en deux tranches de cinq millions d'euros, aux dates du 07/05/09 et 06/11/10.

2.3. Financement

2.3.1. Expertise

Appel de fonds

Dès signature de la présente Convention de mise en œuvre, la CTB introduira à la DGD une demande d'avance, égale à 100 % du montant du coût estimé par la CTB pour les 8 premiers mois. Cette avance constituera un fond de roulement.

Ensuite, chaque trimestre, la CTB introduira, à la DGD, une facture sur base des dépenses réellement encourues.

Chaque facture sera payable par la DGD à la CTB au plus tard 56 jours calendriers après réception.

La demande d'avance viendra en déduction des factures de frais réels à la fin du projet.

Justification

Au plus tard, six mois après l'échéance de la Convention de mise en œuvre et de ses annexes, la CTB introduira un récapitulatif à la DGD, sur base des dépenses réellement encourues pendant toute la période reprenant la clôture financière de la prestation.

Le relevé de toutes dépenses sera joint au récapitulatif et sera attesté par un membre du Collège des Commissaires comme des coûts enregistrés dans la comptabilité de la CTB.

Un remboursement à l'Etat Belge des montants non dépensés par la CTB se fait au plus tard 56 jours après introduction du récapitulatif.

Article 3

Modalités de suivi de la mise en œuvre financière relative au « HSSP II et HSSIP »

Les deux parties signataires de la présente Convention de mise en œuvre s'engagent à exécuter leurs obligations de bonne foi et à se porter mutuellement assistance pour la bonne exécution de la Convention de mise en œuvre.

L'Etat belge notifiera au partenaire et aux autres bailleurs de fonds appuyant le « HSSP II et HSSIP » les tâches et rôles dévolus à la CTB par la présente Convention de mise en œuvre.

Les deux parties signataires de la présente Convention de mise en œuvre s'engagent à informer l'autre partie sans délai de toute correspondance ou modification relatives aux dispositions de la Convention Spécifique ou toute autre information relative à la bonne exécution de la Convention de mise en œuvre.

Article 4

Procédure de modification

Toute modification de cette Convention de mise en œuvre se fera par simple avenant entre les Parties.

Article 5

Rapports

La CTB établira les rapports conformément au contenu et au timing décrits dans le Vade-mecum (inclus les annexes).

Article 6

Réception de la prestation

La réception de la prestation consiste en l'approbation par l'Etat belge du rapport final de la prestation de coopération mentionné à l'annexe 3 de la présente convention de mise en œuvre. Cette réception intervient dans les 60 jours à dater de l'introduction du rapport final auprès de l'Etat belge et, le cas échéant, dans les 60 jours de la transmission à l'Etat belge des réponses aux questions que ce dernier aurait formulées sur le rapport final.

Article 7

Durée de la Convention

La présente Convention de mise en œuvre entre en vigueur le jour de sa notification et vient à échéance trois mois après la fin de l'expertise prévue en article 1 de la présente Convention de mise en œuvre.

La durée de la présente Convention de mise en œuvre n'est pas affectée par l'échéance du Contrat de Gestion.

Le Ministre dont relève la CTB peut suspendre la Convention de mise en œuvre ou y mettre fin dans les conditions prévues à l'article 19 du Contrat de Gestion.

Article 8

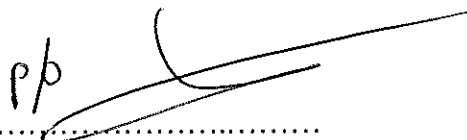
Dispositions finales

Toutes les notifications prévues par la présente Convention de mise en œuvre sont adressées, moyennant accusé de réception, pour la CTB à Monsieur le Président du Comité de Direction et pour l'Etat au Ministre ou à son délégué.

La présente Convention de mise en œuvre est soumise au droit belge.

Fait à Bruxelles, le 10 novembre 2011, en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour la CTB,

Handwritten signature of Carl Michiels, consisting of a stylized 'C' and 'M' followed by a long horizontal stroke. To the left of the signature, the initials 'p/p' are written vertically.

Carl MICHIELS
Président du Comité de Direction

Pour l'Etat belge,

Handwritten signature of Olivier Chastel, featuring a large, bold, stylized 'O' and 'C' followed by a long horizontal stroke.

Olivier Chastel
Ministre de la Coopération au Développement,
chargé des Affaires européennes

Visé le - Geviseerd op 28.09.2011

Handwritten signature of Alice Baudine, consisting of a stylized 'A' and 'B' followed by a long horizontal stroke.

Alice Baudine
Regeringscommissaris

Annexe 1 : Termes de Référence de l'expert CTB

Background

Belgium has supported the Health Sector of Uganda with 18 million euros of sector budget support over the past 5 years and is a historical donor in the sector. It has contributed to the financing of the implementation of the HSSP II. The Belgian Development Cooperation is committed to a sector wide approach (SWAp) to health development and is, together with other actors, therefore advocating for co-ordination and partnership with all stakeholders involved in health sector.

Uganda approved during the 2010 Joint Review Mission the "Health Sector Strategic & Investment Plan 2010/11-2014/15" (HSSIP) and a new MoU, called Country Compact under the IHP+, was signed. Belgium has decided to engage further budget support to the health sector through HSSIP during the next two years with a possible additional contribution of 10 million euros.

Within this context, the Belgian Development Agency (BTC), responsible for monitoring of this support, will recruit a "**Health Sector Budget Support Advisor**". Informing and working together with the Attaché for International Cooperation at the Belgian Embassy, who has the political responsibility of the Belgian support, he/she will provide input to the ongoing health policy and technical dialogue with the Government of Uganda. In coordination and liaison with the Health Development Partners (HDP) Group, the advisor will provide technical input to the health SWAp, HSSIP and the government's reforms to be undertaken in the health sector.

Objectives

The Health Sector Budget Support Advisor will fulfill two main objectives:

- The expert will be in charge of the disbursement report that advises on the possible release of budget support installments.
- The expert will contribute, in straight coordination with the Attaché and the HDP Group, of monitoring and following-up of Uganda's health sector through policy dialogue, and report on this monitoring. This reporting is not an end in itself but it could become a valuable input into the policy dialogue of the health sector and make HSSIP more effective and efficient. Monitoring is of the main means for donors to support HSSIP with substantive guidance.

Tasks

- Report to the Attaché, BTC and the Budget Support Working Group with regards to HSSIP implementation and policy dialogue in the health sector, as provided in the Vademecum for Budget Support.
- Provide technical and policy advice to the Attaché with regards to his/her positioning on health policy issues through regular meetings and brief notes. Assist and advise the Attaché in the Health Policy Advisory Committee (HPAC), HDP and other relevant meetings.
- Report about the opportunity of disbursement of the different Belgian installments. The

advisor will systematically check whether the conditions for disbursement, as defined in the Specific Agreement, are met. She/he will then formulate a clear advice to the Attaché in this respect.

- Support capitalization in order to feed into future Belgian interventions through documenting the implementation process and sharing experience; exchanging expertise and programme results with other BTC interventions and Belgian actors involved in the health sector and / or in budget support modalities
- Participate for the health sector in the meetings of the Joint Budget Support Framework (JBSF) Task Force if she/he gets the mandate of the HDP Group
- Participate actively in the processes on the development and the realization of the Indicative Cooperation Programmes (ICP) in Uganda.
- Do sufficient field missions to test the policy dialogue issues to the reality on the field. Field missions will be aligned as much as possible to MoH and HDP Group initiatives or the BTC-Capacity Building Project in MoH.
- Seek an active interaction with stakeholders in MoH and document the Belgian portfolio approach in the sector.
- Inform correctly and accurately the Attaché for International Cooperation at the Belgian Embassy about ongoing issues in the health sector

In regards to the Health Development Partner Group

- Ensure follow-up and analysis of HSSIP implementation.
- Actively participate in the technical working groups responsible for the programme follow-up with a focus on budget analysis and public finance management within the health sector, including the analysis of the OAG reports for the health sector.
- Participate in the organisation and preparation of the annual sector reviews and related field missions.
- Actively support donor coordination towards an active partnership approach to programme follow-up and policy dialogue with the Ugandan authorities, by providing support to the Attaché and the chair of the Health Development Partners group.
- Establish, maintain and develop good working relations with the Government ministries (Ministry of Health, Ministry of Local Government, Ministry of Finance, Planning and Economic Development, Office of the Prime Minister, etc.), relevant institutions and all partners involved in HSSIP.
- Develop, maintain and share an in-depth knowledge and understanding of HSSIP and the health sector, including through networking with local actors (e.g. Civil Society Organisations).
- Ensure the timely provision of input on the performance of the health sector to the taskforce of the Joint Budget Support Framework. Advocate and work proactively with all stakeholders in the planning, the implementation and the monitoring of all health sector related issues of JBSF.

In regards to HSSIP

- Monitor identified risk factors (*see technical note*) and constructively collaborate with the partner authorities within the policy dialogue to implement mitigation actions. In particular:
- Pay attention that programme implementation remains focused on quality improvement and value for money;
- Facilitate the improvement of the monitoring and evaluation system
- Contribute to institutional capacity development
- Facilitate the resolution of bottlenecks, where needed.
- Support coherence and linkage of the programme with the experience and outputs of partners as well as other relevant programmes and projects from other donors.
- Take initiative for research and empirical studies where possible in the sector.

Regulatory framework

The follow-up of the Belgian contribution to the BS programme will be done according to the principles and tasks set out in following official documents:

- Vademecum for Budget Support
- Specific Agreement on the contribution between Belgium and Uganda
- CMO between DGD and BTC
- Country Compact signed by the Health Development Partners and the Government of Uganda (MoH)
- The follow-up will be aligned as much as possible to the JBSF-framework.

Qualifications and experience required

- Post graduate degree in Public Health at university level, i.e. health economics & public finance management / health policy / public sector management
- Knowledge and experience of Public Finance Management
- Experience with working in Monitoring and Evaluation methods is an asset
- At least 5 years of proven experience working with health sector reforms, budget support and donor coordination in low-income countries, preferably in Anglophone Africa
- Cooperative and networking attitude and experience of working in multi-disciplinary team settings.
- A high degree of questioning business as usual, drive, self-motivation and ability to work independently with minimum supervision
- Negotiation and diplomatic skills
- Analytical skills and critical attitude
- Extensive professional experience in a multicultural context
- English proficiency

Annexe 2 : Plan financier en Euro

Code Budget	Description des postes budgétaires	Code Tâche	Code Secteur	Coût unitaire	Nombre	COUT TOTAL CONTRIBUTION BELGE	#	2011		2012	
								1er semestre	2ème semestre	3ème semestre	4ème semestre
A_01_01	Prix : Expertise Conseiller(ère) technique (homme habillé) (y inclus transport, missions, formations, équipement, frais de fonctionnement, ...)	Régie		15.000	14	210.000,00			30.000,00	90.000,00	90.000,00
A_01_02	Prix : Expertise Participation Review mission expert CTB	Régie		6.000	2	12.000,00			6.000,00		6.000,00
	SOUS TOTAL					222.000,00		0,00	36.000,00	90.000,00	96.000,00
	Prix : Bénéfices 1%					2.220,00		0,00	360,00	900,00	960,00
	TOTAL PRIX					224.220,00		0,00	36.360,00	90.900,00	96.960,00